

DECLARATION DE BRUXELLES DU RESEAU DES REGIONS LIBRES D'OGM SUR L'ALIMENTATION ANIMALE

Bruxelles le 6 décembre 2007

Le *Réseau des Régions Libres d'OGM (GM-Free Regions' Network)* qui regroupe 43 gouvernements régionaux sur l'Union Européenne se félicite du vif succès de son initiative « *Alimentation animale non-GM, productions de qualité et stratégie agricole des régions européennes* », organisée les 5 et 6 décembre 2007 à Bruxelles grâce à l'appui du Comité des Régions de l'Union Européenne et avec le soutien de l'Association des Régions de Produits d'Origine (AREPO).

Cette conférence, qui accueillait plusieurs centaines de participants originaires des Etats-Unis, du Brésil, du Canada, de Chine, d'Europe et d'Inde a permis de mettre en évidence la réalité d'un marché à part entière des produits non-OGM bénéficiant d'un puissant mouvement de consommateurs. C'est ce mouvement qu'il faut maintenant amplifier.

Elle a également démontré que ses préoccupations étaient partagées par l'opinion publique européenne et par de nombreuses autres nations extra-européennes en Asie et aux Amériques.

Le *Réseau des Régions Libres d'OGM (GM-Free Regions' Network)* exprime sa vive inquiétude face aux tensions sur le marché mondial des plantes oléoprotéagineuses non génétiquement modifiées et souhaite une stabilisation des relations avec les pays producteurs.

- Il souligne, avec la grande distribution européenne et les producteurs de biens alimentaires de qualité qu'ils soient sous label public ou privé, la nécessité de sécuriser une production de matières riches en protéines non génétiquement modifiée.
- Il constate, avec l'ensemble des opérateurs du marché, que la population européenne réclame, dans sa grande majorité, le droit d'acheter des biens alimentaires produits sans organismes génétiquement modifiés.
- Il estime qu'aujourd'hui et plus encore demain, que l'une des conditions de conservation de la compétitivité de l'agriculture européenne, dans le cadre de la révision de la PAC, résidera dans sa capacité à maintenir l'authenticité, la tradition et le lien au territoire de ses produits dans une offre commerciale transparente, saine et loyale.
- Il démontre que la question de l'utilisation des organismes non génétiquement modifiés en agriculture est un enjeu commercial et stratégique de première importance tant pour les filières de production que pour la soutenabilité environnementale, économique, sociale et territoriale des économies régionales européennes.

Le *Réseau des Régions Libres d'OGM (GM-Free Regions' Network)* en appelle instamment à ses partenaires institutionnels de la Commission Européenne, du Parlement Européen, du Comité des Régions pour que les souhaits exprimés par l'ensemble des parties, filières de production, filières de transformation, chaînes de distribution, institutions régionales, présentes à la conférence soient pris en compte :

- il demande que la Commission Européenne et le Parlement Européen, mettant à profit le débat ouvert par la Conférence de Bruxelles les 5 et 6 décembre 2007, se donnent les moyens de connaître de manière exhaustive les enjeux réels de la sécurisation d'une alimentation animale indemne d'OGM.

⇒ *Il demande qu'une politique spécifique de détection des besoins soit élaborée en prenant en compte tous les intérêts des intervenants des filières.*

- Il exprime ses vœux pour que le consommateur puisse avoir accès à une réelle transparence de la fourche à la fourchette et notamment qu'il soit fait état de la nature exacte de la composition de l'alimentation animale entrant dans la ration des cheptels européens pour la production de biens alimentaires.

⇒ *Il demande que le consommateur puisse avoir accès à un choix en toute connaissance.*

- Il estime vital, alors que le prix des matières premières oléoprotéagineuses fait désormais l'objet de vives tensions sous l'effet de la demande des agrocarburants, de reposer la question de la capacité de l'Union Européenne à produire ce type de matières premières.

⇒ *Il demande qu'une politique de production de protéines végétales non-OGM soit mise en oeuvre sur le territoire de l'Union Européenne et que ce chapitre soit évoqué de manière spécifique dans les relations commerciales bilatérales avec les Etats-Unis, l'Inde, la Chine, l'Afrique et le MERCOSUR.*

Il demande à ce que ces thèmes soient pris en compte dans la prochaine révision de la Politique agricole commune afin que l'agriculture européenne puisse représenter un modèle de développement durable pour l'ensemble de la planète, afin qu'il soit mis fin aux pénuries alimentaires, aux déséquilibres de développement et aux inégalités dans l'accès aux richesses.

Le Réseau des Régions Libres d'OGM (GM-Free Regions' Network) s'engage :

- *à défendre les intérêts des filières agricoles et agroalimentaires dans leur objectif de sécurisation d'une alimentation animale non-OGM,*

- *à aider à faire reconnaître les efforts des labels publics et privés dans leurs souhaits de défendre la qualité de leurs produits,*

- *à donner corps et à renforcer la mise en oeuvre d'une agriculture durable à la fois pour réconcilier producteurs et consommateurs et pour préserver l'environnement dans lequel vivront les générations futures.*

- *à contribuer au travail des instances européennes et nationales sur la question car les régions, grâce à leur rôle institutionnel et/ou leur proximité avec la société civile, sont les mieux à même d'assurer la défense des intérêts de leur territoire.*

Bruxelles le 6 décembre 2007